

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°644 – 25 septembre 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

Régional

Publication du rapport sur la politique monétaire dans l'UMOA par la BCEAO

Selon le [Rapport sur la politique monétaire dans l'UMOA de septembre 2026](#), le taux de croissance de l'Union s'est situé à 6 % en glissement annuel (g.a) au 2^e trimestre 2026, après 6,1 % au trimestre précédent, porté par la bonne orientation de l'activité dans l'ensemble des secteurs. Sur la même période, le taux d'inflation est ressorti à 0,4 % en g.a., après -0,2 % un trimestre plus tôt, sous l'effet du renchérissement des prix des transports et de l'atténuation du rythme de baisse des prix des produits alimentaires. Sur le plan budgétaire, le déficit de l'Union est passé à 3,4 % du PIB à fin juin 2026, contre 3,2 % du PIB un an plus tôt, tandis que la dette publique s'est établie à 60,9 % du PIB en juin 2026, contre 62,5 % un an auparavant. Les échanges extérieurs au cours du 1^{er} semestre 2026 se sont traduits par un excédent global de la balance des paiements de 4 692,3 Md FCFA (7,2 Md EUR), après un surplus de 2 962,5 Md FCFA (4,5 Md EUR) un an plus tôt, en lien avec la réduction du déficit des transactions courantes. L'amélioration de la liquidité bancaire portée notamment par la bonne tenue du secteur extérieur, et la réduction de 25 ppb des taux directeurs de la BCEAO en mars 2026 ont contribué à une détente des taux sur le marché régional des titres publics.

Le chiffre à retenir

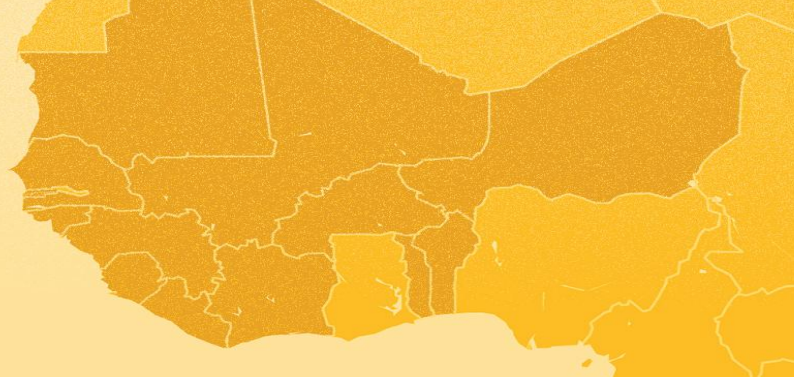
7,6 % du PIB

Le déficit budgétaire ciblé par la Loi de finances rectificative 2026 du Sénégal, contre 5,4 % prévu par la Loi de finances initiale

Bénin

Les recettes budgétaires progressent de 2,4 % en g.a à fin juin 2026, portées par les impôts

Au 1^{er} semestre 2026, les recettes budgétaires [se sont établies](#) à 1 220,8 Mds FCFA (1,9 Md EUR), affichant une hausse de 2,4 % en glissement annuel (g.a), selon un rapport publié par la Direction générale du Budget (DGB). Ce montant représente 44,6 % de l'objectif annuel de recettes, fixé à 2 736,1 Md FCFA (4,2 Md EUR) dans la Loi de finances rectificative (LFR) 2026. En considérant les principales régies financières, cette performance est principalement portée par la Direction générale des impôts, dont les recettes recouvrées ont progressé de 13 % en g.a pour atteindre 724,3 Md FCFA (1,1 Md EUR), tandis que celles de la Direction générale des douanes et du Trésor ont régressé respectivement de 7,2 % en g.a et du 4,7 % en g.a pour s'établir à 378,4 Md FCFA (576,9 M EUR) et 77,3 Md FCFA (117,9 M EUR) respectivement. Concernant les dépenses budgétaires, elles ressortent à 1 566,4 Md FCFA (2,4 Md EUR), correspondant à 48,6 % des prévisions annuelles de la LFR 2026. Le déficit budgétaire à fin juin 2026 ressort ainsi à 345,6 Md FCFA



(526,7 M EUR), contre 244,1 Md FCFA (372,2 M EUR) à la même période en 2025.

La CDC Bénin rejoint le réseau mondial Finance in Common

Le 21 septembre dernier, La Caisse des dépôts et consignations du Bénin (CDC Bénin) [a officialisé](#) son adhésion au *Finance in common system* (FiCS), un réseau mondial regroupant plus de 550 banques publiques de développement. Cette intégration offre à l'institution un accès privilégié à des mécanismes de mobilisation de capitaux et au partage d'expériences avec ses pairs pour financer des projets de développement. Cette adhésion fait suite [à l'obtention](#), en février 2026, d'une subvention de 330 000 USD de la Banque africaine de développement (BAfD) via le Fonds fiduciaire pour le développement des marchés de capitaux (CMDTF), destinée à structurer une stratégie de financement au profit des PME locales. En s'appuyant notamment sur les outils du *Financial innovation lab* du FiCS dédiés à la finance durable et au climat, la CDC Bénin entend accélérer l'investissement en catalysant l'apport de capitaux privés vers les secteurs prioritaires de l'économie.

Burkina Faso

Adoption de la loi de finances rectificative 2026

La loi de finances rectificative pour l'exécution du budget de l'État 2026 [a été adoptée](#) ce 23 septembre 2026. Celle-ci prévoit 301 Md FCFA de recettes supplémentaires (458,9 M EUR), issues notamment de performances de recouvrement supérieures aux prévisions initiales. Les dépenses budgétaires [sont révisées](#) à la hausse, notamment de 297 Md FCFA (452,8 M EUR ; +7,6 %). Dans le détail, les dépenses ordinaires augmentent de 58,7 Md FCFA (89,4 M EUR), à 2 605,5 Md FCFA

(4 Md EUR), tandis que les dépenses en capital progressent de 238,4 Md FCFA (363,4 M EUR), à 1609,8 Md FCFA (2,5 Md EUR).

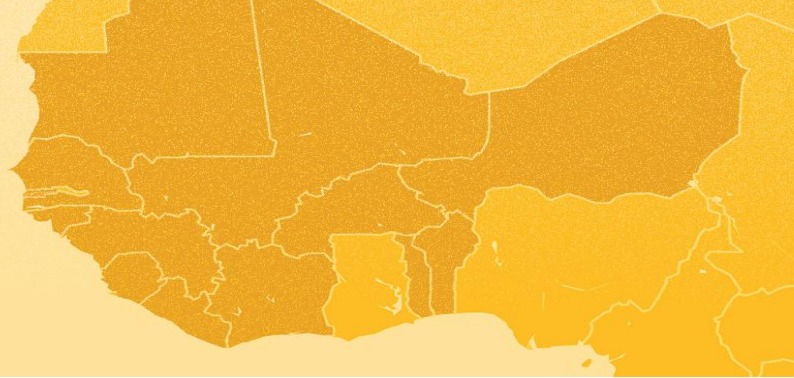
Côte d'Ivoire

Coopération avec le Brésil dans le secteur pétrolier

L'État ivoirien, PETROCI et le groupe brésilien Petrobras ont signé le 18 septembre 2026 [huit contrats de partage de production](#) (CPP) portant sur des blocs offshore situés dans la partie occidentale du bassin sédimentaire ivoirien. Le contrat porte dans un premier temps sur la phase d'exploration, avec l'acquisition de données géologiques et géophysiques, puis selon les résultats obtenus, sur la réalisation de forages d'exploration. Cette signature porte à 75 % le taux d'occupation du bassin sédimentaire national, soit environ 63 000 km² couverts par des activités d'exploration, d'évaluation et de production. Plus largement, cette annonce s'inscrit dans la montée en puissance du secteur pétrolier ivoirien et dans la volonté du pays d'accélérer l'exploration de son potentiel offshore. La [production pétrolière ivoirienne](#) a notamment augmenté en 2024 de 50 % par rapport à 2023 pour s'établir 16,1 M barils, principalement grâce à la mise en production du champ Baleine en août 2023.

Le Sommet des affaires Etats-Unis – Afrique 2027 aura lieu à Abidjan

En marge de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York, le Corporate Council on Africa (CCA) a annoncé le 21 septembre 2026 que la Côte d'Ivoire accueillera le [US - Africa Business Summit 2027](#). Organisé pour la première fois en Afrique de l'Ouest francophone, l'événement réunira des responsables publics, des entreprises et des investisseurs américains et africains. Un mémorandum a par ailleurs été signé



entre le CCA et la Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire afin de renforcer les relations économiques et les courants d'affaires entre les secteurs privés ivoirien et américain. Les relations commerciales entre la Côte d'Ivoire et les États-Unis sont par ailleurs en progression. En 2025, [les échanges bilatéraux](#) ont atteint 2,5 Md USD en 2025, en hausse de 38,5 % par rapport à 2024.

Le secteur spatial mis à l'honneur à Abidjan

La première édition d'[Africa Space Expo](#) (ASPEX) s'est ouverte le 24 septembre 2026 à Abidjan en présence de représentants de gouvernements, d'agences spatiales, d'entreprises, de chercheurs et d'innovateurs d'une cinquantaine de pays. L'Angola, les États-Unis et le Maroc sont notamment les trois pays mis à l'honneur lors de cette édition. Représentant le vice-Premier ministre, le ministre de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion professionnelle et du Service civique a cité l'observation de la Terre, les télécommunications satellitaires ainsi que les systèmes de navigation et de positionnement comme des outils susceptibles d'appuyer l'agriculture, les transports, le commerce et la gestion des territoires (frontières, espaces maritimes, catastrophes naturelles). La Côte d'Ivoire couvre actuellement 95 % de sa population en matière de connectivité et vise à poursuivre ses efforts pour élargir cette couverture grâce, entre autres, aux technologies spatiales.

Guinée

Ratification de plusieurs financements pour des projets d'infrastructures énergétiques et routières

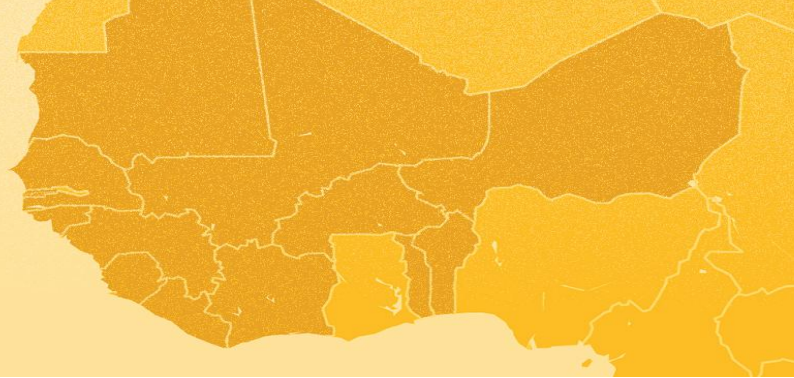
Le président de la République de Guinée a promulgué le 18 septembre 2026 une loi ratifiant [quatre ordonnances permettant de](#)

[mobiliser plus de 417 M EUR](#) pour des projets d'infrastructures énergétiques et routières. Il s'agit notamment de (i) la ratification de deux accords pour le financement du projet d'interconnexion électrique 225 kV Guinée-Mali (FAPEE GM Guinée), visant à sécuriser les échanges d'énergie et consolider le réseau sous-régional ; (ii) la ratification de la convention de crédit avec le consortium bancaire dirigé par Deutsche Bank AG et Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, sous la couverture de Bpifrance Assurance Export, pour un montant de 187,1 M EUR, destiné au financement d'un projet intégré de production et de transport d'énergie électrique pour la desserte nationale ; (iii) la ratification de l'accord-cadre de collaboration entre la Guinée, Électricité de Guinée (EDG SA) et Elektra General Trading FZE, signé le 2 juin 2025 ; (iv) la ratification de la convention de crédit pour la construction et le bitumage de la route nationale RN29 reliant Faranah à Dabola (106 km), pour un montant de 229,7 M EUR, conclu le 8 mai 2026 entre le gouvernement guinéen et Deutsche Bank S.A.E.U. (Espagne). A noter que le projet intégré de production et de transport d'électricité est développé par le groupe français [VINCI](#) Energies.

Guinée-Bissau

Bilan provisoire de la campagne de noix de cajou

Le 22 septembre 2026, le ministère du Commerce et de l'Industrie bissau-guinéen [a indiqué](#) que le pays a déjà exporté environ 230 000 tonnes de noix de cajou, dépassant d'environ 30 000 tonnes la prévision initiale pour la campagne en cours. L'Inde et le Vietnam restent les principaux marchés d'exportation. La qualité de la récolte 2026 répondrait aux standards internationaux, l'acheminement vers Bissau ayant été achevé avant la saison des pluies : moins de 5 000 tonnes restent stockées dans la capitale et les régions ne disposent plus



de stocks à écouler. La campagne se clôturera en octobre, en raison du démarrage des travaux de dragage du port de Bissau.

Libéria

La dette publique atteint 49,6 % du PIB à fin juin 2026

A fin juin 2026, la dette publique du Libéria [s'établit](#) à 2 836,4 M USD, en légère hausse de 0,4 % par rapport à fin 2025, sous l'effet des décaissements de créanciers externes et internes. La dette externe représente 1 689,9 M USD (59,6 % du total), portée par les créances envers la Banque mondiale (1 085,9 M USD), suivi de la Banque africaine de développement (282 M USD). La dette domestique est quant à elle se situe à 1 146,4 M USD à fin juin 2026, dominée par les créances envers la Banque centrale (714 M USD) et les banques commerciales (229,9 M USD). Le ratio dette/PIB ressort à 49,6 % à fin juin 2026.

Mali

Adoption du projet de loi de finances 2027 par le gouvernement

Le 18 septembre 2026, le Conseil des ministres [a adopté](#) le projet de loi de finances 2027, élaboré selon la nouvelle loi organique du 15 août 2025. Les recettes budgétaires sont projetées à 3 866,6 Md FCFA (5,9 Md EUR), en hausse de 14,6 % par rapport à la loi de finances rectificative (LFR) 2026. Les dépenses budgétaires atteindraient 4 462,6 Md FCFA (6,8 Md EUR), en progression de 11,8 %. Le déficit budgétaire, prévu à 596 Md FCFA (908,6 M EUR), reculerait de 3,9 % par rapport à 2026.

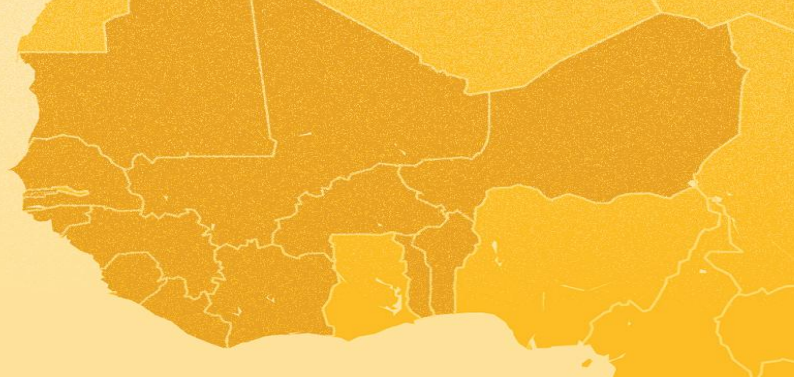
Publication du Rapport Pays 2026 de la BAfD

Le 10 septembre 2026, la Banque africaine de développement (BAfD) [a présenté](#) son [Rapport Pays Mali 2026](#) consacré à la mobilisation des ressources pour le financement du développement dans un monde fragmenté. Le rapport relève une croissance de 5,6 % en 2025 et attendue à 6% en 2026. Il identifie plusieurs leviers de financement, notamment l'amélioration de la mobilisation des recettes fiscales, la valorisation de l'épargne nationale, les transferts de la diaspora, l'approfondissement du marché financier régional, le développement du capital privé et la formalisation du secteur informel. Il souligne également les possibilités offertes par la Nouvelle architecture financière africaine pour le développement (NAFAD) et l'importance du développement du marché des capitaux de l'UEMOA. Les échanges ont par ailleurs porté sur le renforcement des capacités des régies financières et la mobilisation du secteur privé et des investisseurs institutionnels.

Mauritanie

Signature d'une convention avec le Maroc pour la réhabilitation de l'axe routier Nouakchott-Nouadhibou

Le 21 septembre 2026, le Maroc et la Mauritanie ont [signé](#) une convention-cadre portant sur la réhabilitation et l'élargissement de l'axe routier Nouakchott-Nouadhibou, long de 480 km. La convention prévoit notamment la création en Mauritanie d'un bureau d'études conjoint chargé de superviser les travaux. Bitumé au début des années 2000, l'axe a contribué à l'essor des échanges terrestres entre les deux pays et à l'approvisionnement de la Mauritanie en produits importés du Maroc. Il supporte aujourd'hui un trafic important de poids lourds et constitue le prolongement de la liaison marocaine jusqu'au poste de Guerguerat. Le



projet vise à améliorer la fluidité et la sécurité des transports, tout en renforçant la continuité avec le réseau routier marocain.

La BCM poursuit ses réformes avec le support de cabinets internationaux

Quatre cabinets internationaux [accompagnent](#) la Banque centrale de Mauritanie (BCM) sur la réforme du cadre bancaire : Lazard sur la consolidation du secteur, A&O Shearman sur le nouveau code monétaire et financier, Hughes Hubbard & Reed sur la résolution bancaire et Clifford Chance sur la création d'un marché secondaire des créances en souffrance. La BCM modernise également ses outils internes, avec un nouveau "Core Banking System" et l'adoption en 2023 des normes internationales d'information financière (IFRS). Elle poursuit par ailleurs ses travaux sur la monnaie numérique de banque centrale et les fintechs. La BCM est engagé depuis 2023 dans plusieurs chantiers de réformes qui ont déjà eu pour résultat d'assainir le secteur bancaire, de stabiliser le taux de change et d'augmenter le volume de transactions sur le marché de titres domestiques.

Niger

Annnonce de levées de fonds pour le projet d'uranium Dasa de Global Atomic

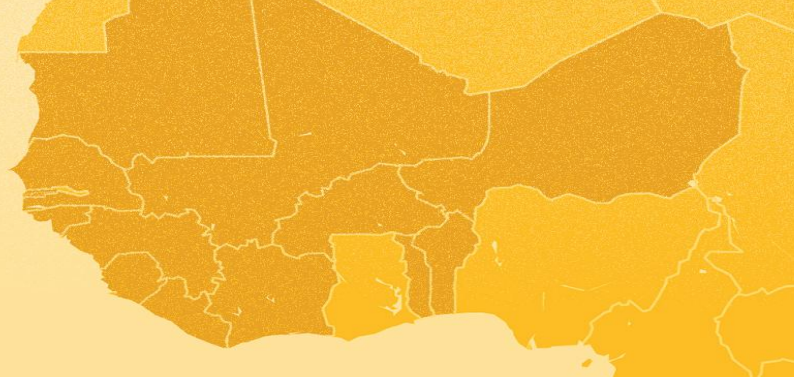
Le 23 septembre 2026, la société canadienne Global Atomic [a annoncé](#) la levée de 50 M CAD (31 M EUR) par offre publique destinée à financer la poursuite du développement du projet d'uranium Dasa, au Niger, et ses besoins généraux en fonds de roulement. Cette annonce intervient peu de temps après l'approbation, le 16 septembre 2026, par le Conseil d'administration de U.S. International Development Finance Corporation (DFC), d'une [facilité de crédit](#) pouvant atteindre 414,2 M USD. Le décaissement de cette facilité

reste soumis à la finalisation de la documentation et à plusieurs conditions, notamment les autorisations minières et d'exportation, l'identification d'une voie de transport viable du minerai et la conclusion d'un accord avec le gouvernement nigérien. Selon le communiqué, la production commerciale de Dasa est actuellement prévue au second semestre 2028. Suite à l'annonce de cette nouvelle dilution actionnariale, le cours de [l'action](#) se situe à date autour de 0,45 CAD (0,28 EUR), en baisse de 40 % depuis le premier janvier.

Sénégal

Le déficit budgétaire 2026 révisé à 7,6% du PIB

Le projet de Loi de finances rectificative ([LFR 2026](#)), transmis à l'Assemblée nationale le 18 septembre 2026, revoit les principaux équilibres budgétaires de l'Etat du Sénégal dans un contexte marqué par le conflit au Moyen-Orient et ses répercussions, en particulier la hausse des prix de l'énergie. Elaboré à la suite de l'accord technique conclu avec les services du FMI le 1^{er} septembre dernier, le projet de LFR 2026 projette la croissance économique à +2,7 % (contre +5 % prévu initialement), et prévoit une baisse de 5,5 % des recettes budgétaires à 5 848,7 Md FCFA (8,9 Md EUR), tandis que les dépenses budgétaires progressent de 2 % à 7 583,9 Md FCFA (11,6 Md EUR), principalement sous l'effet de la hausse des subventions à l'énergie (+540,3 Md ; 823,7 M EUR). Parallèlement, les dépenses d'investissement sont réduites de 555 Md FCFA (846,1 M EUR). Le déficit budgétaire est ainsi porté à 7,6 % du PIB, contre une projection initiale de 5,4 %. Le besoin de financement atteint désormais 6 774,2 Md FCFA (10,3 Md EUR), notamment en raison de l'augmentation du déficit et du service de la dette (85,6 % du besoin).



L'Etat lance un nouvel emprunt obligataire de 304,9 M EUR

Le 17 septembre 2026, le Sénégal [a lancé](#) sa 2^e opération d'Appel public à l'épargne (APE) de l'année, pour un montant de 200 Md FCFA (304,9 M EUR) avec une période de souscription prévue jusqu'au 8 octobre prochain. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la stratégie de financement de l'Etat, visant à couvrir ses besoins de trésorerie et à financer les projets stratégiques du pays. Structurée par [Invictus Capital](#), en qualité d'arrangeur et chef de file, l'émission est subdivisée en 4 tranches, avec des maturités de 3 ans à 10 ans, et respectivement des taux d'intérêt compris entre 6,40% et 6,95%. La première opération d'APE de l'année a été clôturée en mars et avait permis de lever 305,1 Md FCFA (465,1 M EUR) pour une cible initiale de 200 Md (304,9 M EUR). Cette deuxième opération est lancée avec un retard de trois mois selon le planning initial et s'inscrit dans un contexte de tensions de trésorerie de l'Etat alors même que le gouvernement a annoncé un Plan de Traitement de la Dette Sénégalaise ainsi qu'un recours au cadre commun qui ne concernerait pas la dette libellée en FCFA.

Protocole d'accord avec la société turque Yamata pour une 2^e raffinerie

En marge de la 81^{ème} Assemblée générale des Nations Unies et en présence du Président de la République du Sénégal, la Société africaine de raffinage (SAR) et la société turque Yamata [ont signé](#) un protocole d'accord le 23 septembre 2026. Ce partenariat prévoit la construction d'une 2^e raffinerie de pétrole d'une capacité de 4 M tonnes par an, conçue notamment pour traiter le pétrole brut du gisement Sangomar, ainsi que d'autres bruts disponibles sur le marché international, pour un investissement estimé entre 2 et 3 Md USD. Il inclut également la modernisation de la raffinerie existante (pour un coût estimé entre 300 et 500 M USD) et le développement de projets connexes dans la

pétrochimie. Selon le communiqué, Yamata assurera l'ingénierie, les achats et la construction tout en mobilisant le financement, sans garantie souveraine de l'Etat. Ce protocole marque le début des études d'ingénierie détaillées, dernière étape avant la construction, qui devrait générer plus de 15 000 emplois directs.

Sierra Leone

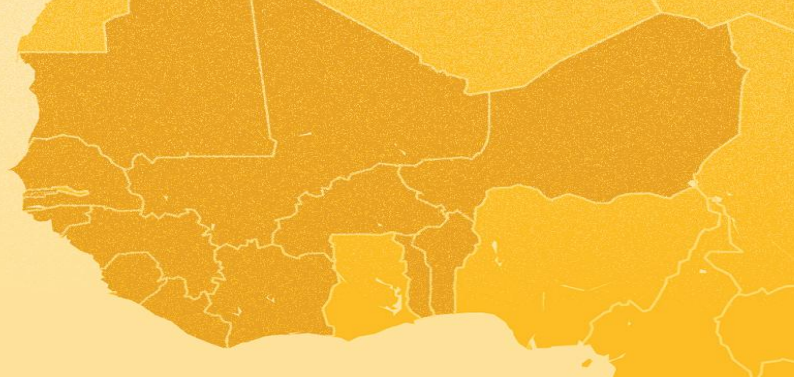
45 M USD du fonds de l'OPEP pour l'extension de la centrale hydroélectrique de Bumbuna-1

Le 16 septembre 2026, le Fonds de l'OPEP pour le développement international (OFID) [a approuvé](#) un prêt de 45 M USD pour le projet d'extension de la centrale hydroélectrique de Bumbuna-1, qui ajoutera 60 MW de capacité renouvelable pour environ 1,4 M d'habitants de Freetown. [Négocié depuis 2025](#) par le gouvernement, ce financement doit porter la capacité de la centrale à 100 MW, dans le cadre du pacte "Mission 300" de transformation du secteur électrique national.

Togo

Appel d'offres pour des équipements afin de réduire les pertes de la CEET

Le 21 septembre 2026, le ministère délégué chargé de l'Énergie a lancé un [appel d'offres](#) international pour la fourniture et la mise en exploitation de 5 200 équipements destinés système de comptage intelligent de la Compagnie Énergie Électrique du Togo (CEET), l'opérateur public national d'électricité. Dans le détail, les équipements concernent notamment 1 200 modems pour les compteurs moyenne tension et 4 000 concentrateurs de données pour la basse tension. L'opération est financée dans le cadre du Projet de développement inclusif à travers l'accès à l'électricité, qui



bénéficie d'un financement concessionnel de la Banque mondiale à hauteur de 200 MUSD. Les offres sont recevables jusqu'au 28 octobre 2026. Alors que la CEET connaît un déséquilibre financier structurel, [identifié par le FMI comme un risque budgétaire significatif](#), le comptage intelligent doit contribuer à améliorer sa situation financière en réduisant ses pertes commerciales - défauts de facturation et fraude - qui, avec les pertes techniques, sont estimées à 16 % par an, soit un manque à gagner d'environ 30 Md FCFA (45,7 MEUR).

Un centre de maintenance aéronautique de 100 M USD en projet à Lomé

ASKY et (son actionnaire de référence) Ethiopian Airlines projettent la création à Lomé d'un [centre de maintenance aéronautique](#) évalué à 100 M USD, dont l'achèvement est prévu pour [fin 2028](#). Une première phase prévoit deux hangars dédiés aux monocouloirs et une activité de réparation de composants ; une seconde étendrait l'installation aux gros-porteurs, en accompagnement du programme long-courrier d'ASKY, dont le lancement est prévu début 2028. Le centre a vocation à servir plus largement les marchés aéronautiques ouest et centre africains. Les premiers appels d'offres seraient attendus en 2027. Le projet s'inscrit à la fois dans la stratégie d'expansion d'ASKY et dans celle des autorités togolaises, qui entendent faire de Lomé un hub régional, adossé à la plateforme portuaire. Alors que la maintenance lourde des flottes ouest-africaines est à ce jour [en grande partie réalisée hors du continent](#), le centre pourrait permettre au Togo de capter une part de ce marché et faire passer le pays d'importateur à exportateur de services de maintenance. Cette ambition devra toutefois composer avec les [projets concurrents](#) de la Côte d'Ivoire, du Sénégal et du Nigeria, qui développent également leurs propres capacités.

Publications

Retrouvez ci-dessous les liens des dernières publications régionales des indicateurs de développement, et chiffres clés.

Chiffres clés	Indicateurs de développement
Bénin	Bénin
Burkina Faso	Burkina Faso
Cap-Vert	Cap-Vert
Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire
Gambie	Gambie
Guinée	Guinée
Guinée-Bissau	Guinée-Bissau
Libéria	Libéria
Mali	Mali
Mauritanie	Mauritanie
Niger	Niger
Sénégal	Sénégal
Sierra Leone	Sierra Leone
Togo	Togo

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar et Lomé, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : abidjan@dgtresor.gouv.fr & suivez notre page [LinkedIn](#)